

Jusqu'où les États-Unis peuvent-ils descendre ?

Monde

Par Phillips O'Brien

Publié le 15 juin 2026

Professeur d'études stratégiques à l'école de relations internationales de l'université St Andrews (Ecosse).

Phillips O'Brien, professeur d'études stratégiques à l'université de St Andrews, suit semaine après semaine la guerre engagée par les États-Unis contre l'Iran. Dans cette chronique datée du 10 juin, il analyse une séquence de quarante-huit heures qui révèle selon lui l'ampleur de l'affaiblissement militaire et diplomatique américain : un hélicoptère Apache abattu par un drone à bas coût, un possible versement de trois milliards de dollars à Téhéran, une riposte minimale et des belligérants qui n'écoutent plus Washington. Nous traduisons et adaptons ses analyses avec son accord.

Sommaire

| [Le fantôme de la position de force](#)

Un Apache contre un drone à 30 000 dollars

Une armée qui échoue dans ses missions élémentaires

La situation a évolué ces deux derniers jours d'une manière choquante, mais pas surprenante. Pas surprenante, parce que la trajectoire de fond est la même depuis des mois : Donald Trump a placé les États-Unis dans une position toujours plus affaiblie, avec un pouvoir de négociation en berne et une armée aux performances médiocres, pendant qu'il cherche désespérément à conclure avec l'Iran un accord qui mettrait fin à la guerre absurde qu'il a lui-même déclenchée. Choquante, parce que la dégradation va beaucoup plus vite que je ne l'imaginai. Washington en serait réduit à payer Téhéran pour qu'il cesse de frapper Israël, minimise la destruction de ses appareils les plus modernes et subit les initiatives des deux belligérants, qui le tirent chacun de leur côté.

Le fantasme de la position de force

Tout part du week-end dernier, lorsque Israël et l'Iran ont l'un et l'autre ignoré les avertissements publics de Trump et repris leurs frappes réciproques, démontrant au passage la faiblesse relative des États-Unis : ni l'allié ni l'adversaire ne tiennent plus compte de ce que demande Washington. Cela n'a pas empêché le président américain d'affirmer mardi matin qu'un accord pourrait être conclu « d'ici un ou deux jours » et que le détroit d'Ormuz rouvrirait « immédiatement, dès la signature ». L'idée, martelée depuis des semaines, selon laquelle l'Iran chercherait désespérément un accord et Trump aurait toutes les cartes en main relève du pur fantasme. C'est l'inverse qui est vrai : c'est

Trump qui cherche désespérément un accord, et c'est l'Iran qui, avec une habileté désolante, le fait patienter.

La faiblesse américaine pourrait même être plus profonde qu'on ne le pensait en début de semaine. La chaîne publique israélienne KAN, généralement considérée comme fiable, a rapporté mardi que Washington avait fait débloquer trois milliards de dollars d'avoirs iraniens gelés pour convaincre Téhéran de cesser ses attaques contre Israël. Selon ce reportage, l'opération aurait été coordonnée par des médiateurs qataris, qui ont fait circuler les messages entre Washington et Téhéran au plus fort de la crise, et l'Iran aurait reçu en outre l'assurance qu'Israël limiterait ses opérations militaires au Liban. Ni la Maison Blanche ni aucune autorité américaine n'a confirmé ce transfert. Si l'information est exacte, elle signifie que les États-Unis en sont à acheter un cessez-le-feu qu'ils ne parviennent pas à imposer.

Un Apache contre un drone à 30 000 dollars

Le contraste entre le rapport de forces tel que Trump le décrit et la réalité est apparu de la façon la plus crue mardi 9 juin, lorsque l'Iran a abattu un hélicoptère d'attaque AH-64E Apache Guardian appartenant à la 82e division aéroportée, très probablement à l'aide d'un drone Shahed, un engin lent, à usage unique, dont le coût est estimé à environ 30 000 dollars. L'équipage a heureusement été récupéré. Mais il faut mesurer ce que l'épisode révèle. L'Apache est l'hélicoptère militaire le plus célèbre de notre époque, modernisé sans relâche depuis des décennies. Son prix unitaire est généralement estimé entre 35 et 52 millions de dollars, et les alliés des États-Unis qui en ont acheté évoquent plutôt un coût réel proche de 100 millions. L'appareil abattu était en patrouille opérationnelle : il aurait dû se trouver au niveau de préparation maximal, face à une menace que l'armée américaine connaît et affronte depuis des

mois. Être prêt à parer une telle attaque était le minimum exigible.

La première réaction du président a été de minimiser l'incident : ce n'était pas, selon des propos rapportés par le Wall Street Journal, un « événement majeur » (a big deal). Le réflexe est révélateur. Un homme pressé d'en finir préfère faire comme si rien ne s'était passé. Il ne pouvait évidemment pas s'en tenir là. Il a fini par autoriser une riposte aussi limitée que possible : selon le commandement central américain, trois vagues de frappes de précision contre des défenses antiaériennes, des sites radar et des stations de contrôle au sol situés près du détroit d'Ormuz. Trump s'est aussitôt empressé de qualifier cette riposte de « proportionnée », façon de signifier qu'aucune frappe supplémentaire n'était nécessaire. L'Iran, lui, n'a pas reçu le message : il a intensifié ses attaques contre Bahreïn, le Koweït et la Jordanie, trois partenaires des États-Unis dans la région.

Deux déclarations sont venues compléter le tableau. Le vice-président JD Vance a reconnu mardi soir que le calendrier annoncé par Trump ne tenait pas : un accord pourrait être conclu « la semaine prochaine », mais aussi bien « dans plusieurs mois », l'horizon qu'il évoque désormais étant celui des élections de mi-mandat de novembre. Quant à Benyamin Netanyahou, il aurait déclaré devant son cabinet, selon des fuites dans la presse israélienne, qu'Israël devait se préparer à affronter « seuls les Iraniens, sans le soutien des États-Unis, avec tous les coûts que cela implique en armements et isolement international ». Le chef d'état-major israélien Eyal Zamir aurait ajouté : « À l'heure actuelle, presque tous les accords sont de mauvais accords ». Autrement dit, le gouvernement israélien considère que Trump est si pressé de conclure qu'il acceptera à peu près n'importe quoi, et il s'organise en conséquence.

Résumons la séquence. En quarante-huit heures, le président des États-Unis a annoncé un accord imminent avec l'Iran ; son administration aurait versé trois milliards de dollars à Téhéran

pour obtenir l'arrêt des frappes contre Israël ; les forces iraniennes ont néanmoins abattu un Apache américain ; Trump a d'abord nié la gravité de l'incident avant d'autoriser une riposte minimale qualifiée de « proportionnée » ; l'Iran a répondu en frappant trois partenaires régionaux des États-Unis ; le vice-président a publiquement contredit le président sur le calendrier des négociations ; et Israël a fait savoir qu'il pouvait poursuivre la guerre avec ou sans Washington. Nous assistons à un désastre stratégique d'une ampleur rare et à une démonstration difficilement contestable de la faiblesse américaine.

Une armée qui échoue dans ses missions élémentaires

J'essaie depuis des mois d'attirer l'attention de mes lecteurs sur la dégradation des performances de l'armée américaine. J'ai montré en mars comment la corruption s'était installée au cœur du Pentagone, puis soutenu en mai qu'il fallait se rendre à l'évidence : cette armée est en échec. La perte de l'Apache s'inscrit dans une série déjà longue d'appareils de pointe détruits ou perdus depuis le début du conflit. Et pourtant, on nous explique que l'armée iranienne a été dévastée et vaincue. Quelque chose ne colle pas. L'armée américaine paraît en proie à des dysfonctionnements internes profonds, au point d'échouer dans ses missions les plus élémentaires.

Une grande partie de cette situation tient à la corruption généralisée et à la dégradation intellectuelle qui règnent à Washington. Les dernières semaines ont apporté leur lot d'exemples : des officiers privés de promotion parce qu'ils ne correspondaient pas à un idéal nationaliste blanc et chrétien, des responsables compétents écartés précisément pour leur expertise et leurs principes, de nouvelles révélations sur les

commissions colossales que des membres de la famille Trump auraient perçues sur des contrats du Pentagone.

Il faudrait peut-être reformuler ma question initiale : jusqu'où l'armée américaine peut-elle descendre ? La réponse, à ce stade, est pire que ce que j'anticipais, et elle est venue plus vite. La reconstruction, après ce désastre, sera colossale.

Une précision pour finir. Mon insistance sur la faiblesse américaine n'est pas un appel à l'escalade, bien au contraire. Les États-Unis ont perdu cette guerre, il faut se rendre à l'évidence. Elle était absurdemement conçue, mal planifiée, mal exécutée et vouée à l'échec. Elle est aussi, je l'ai soutenu dès avril, la guerre la plus corrompue de l'histoire américaine. J'estime que les États-Unis doivent s'en retirer, rapatrier leurs forces de la région au plus vite et cesser de prétendre dicter leur loi au Moyen-Orient par la force. Mais on ne peut pas plaider sérieusement pour ce retrait sans regarder en face l'affaiblissement qui le rend nécessaire. Je sais que ce n'est pas la nouvelle la plus réjouissante. Mais c'est la réalité.